

U-

PREFECTURE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des Installations Classées

JC/CBY

N° 483 du Registre Départemental
des Carrières

D. R. I. R. E.
REGION LORRAINE

25 FEV. 1994

METZ

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code minier, et notamment son article 106,

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et les textes pris pour son application,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et les textes pris pour son application,

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et les textes pris pour son application,

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et les textes pris pour son application,

Vu le décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci,

Vu le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières,

.../...

VU le décret n° 80.331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 398 du 11 avril 1989 autorisant la Société des Sablières de la Meurthe à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers, sur le territoire de la Commune de ROSIERES AUX SALINES, lieu-dits :

"LE HAUT PAQUIS", parcelles 32 à 39

"LES GRANDS PAQUIS", parcelles 1 à 7 et 20

"A L'ATRIE", parcelle n° 22

"LE GUE BRENO", parcelles n° 39 à 41,

pour une durée de 10 ans,

VU la demande présentée le 30 septembre 1992 par M. André GAUTHROT, de nationalité française, demeurant 4 rue des Clairons - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT, Président Directeur Général, agissant au nom et pour le compte de la Société des Sablières de la Meurthe dont le siège social est à HEILLECOURT (54183) Zone Industrielle, à l'effet d'être autorisé à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers, sur le territoire de la commune de ROSIERES AUX SALINES, lieux dits :

- "AUX GRANDES ROUES", section AB
parcelles 50 à 54, 182, 184, 186, 188, 190

- "LES PRES MARIONS", section AX
parcelles 40, 41, 42, 43, 44, 46, 153, 155, 157, 159

- "LE NEUCOURT", section AY
parcelles 8, 39

- "AU GRAND PAXAILLE", section AY
parcelles 15, 16, 17, 18, 34, 35

VU les plans et documents joints à la demande précitée,

VU les résultats de l'enquête publique et les avis exprimés au cours de l'enquête administrative,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine en date du 31 décembre 1993,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières en date
du 31 janvier 1994,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er

La Société des Sablières de la Meurthe est autorisée à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers, sur le territoire de la Commune de ROSIERES AUX SALINES, aux lieux-dits :

- "AUX GRANDES ROUES", section AB
parcelles 50 à 54, 182, 184, 186, 188, 190
- "LES PRES MARIONS", section AX
parcelles 40, 41, 42, 43, 44, 46, 153, 155, 157, 159
- "LE NEUCOURT", section AY
parcelles 8, 39
- "AU GRAND PAXAILLE", section AY
parcelles 15, 16, 17, 18, 34, 35

dans les limites des parcelles ci-dessus énumérées telles qu'elles figurent sur le plan cadastral dont un exemplaire est annexé au présent arrêté.

Les produits extraits sont destinés aux travaux publics et routiers et à l'industrie du bâtiment.

ARTICLE 2

L'autorisation porte sur des terrains dont la superficie totale susceptible d'être affectée à l'exploitation est de 205 600 m².

L'autorisation est accordée aux conditions définies par le présent arrêté et à celles de la demande d'autorisation et de ses annexes qui ne lui sont pas contraires.

ARTICLE 3

Les caractéristiques générales de l'exploitation sont celles fixées par la demande d'autorisation.

Il est rappelé que :

- l'extraction aura lieu par engins mécaniques terrestres par rabattement de la nappe alluviale, sans emploi d'explosifs,
- la profondeur d'extraction par rapport au toit de la formation alluvionnaire exploitable sera égale à l'épaisseur de cette formation ; l'exploitation ne devra pas descendre au-dessous de la base des alluvions,
- la profondeur totale de l'excavation par rapport au niveau du sol naturel ne dépassera pas 8 m,
- la production maximale annuelle correspondant à l'extraction réalisée dans le périmètre autorisé est fixée à 150 000 tonnes.

ARTICLE 4

L'exploitation devra être conduite conformément aux dispositions prévues par la demande d'autorisation et ses annexes.

Elle devra par ailleurs satisfaire aux prescriptions suivantes :

- 1) L'exploitant devra prendre l'attache du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine (6 place de Chambre - 57045 METZ CEDEX 1) pour organiser une série de sondages qui devra être effectuée à l'aide d'une pelle mécanique à godet lisse d'une puissance au moins équivalente à celle d'une pelle "Poclain 60" mise à disposition par le pétitionnaire et sous la direction d'un archéologue délégué par le Service Régional des Affaires Culturelles de Lorraine.

Au vu des résultats de ces sondages, un diagnostic précis sera établi, qui permettra d'envisager, en toute connaissance de cause, les éventuelles interventions archéologiques nécessaires.

Les trouvailles de bois subfossiles (troncs d'arbres enfouis dans les graviers alluvionnaires) doivent être conservées et signalées pour prélèvement dendrochronologiques qu'effectuera le Service Régional de l'Archéologie de Lorraine.

- 2) Une ligne électrique à 20 000 volts surplombe une partie du futur lieu d'exploitation.

Conformément à l'arrêté technique interministériel du 2 avril 1991, la distance minimale à respecter entre le point le plus saillant de la construction et le fil conducteur le plus proche est de 3,20 mètres.

Si toutefois une modification de la ligne était envisagée, la Société des Sablières de la Meurthe devra faire parvenir à Electricité de France une demande de déplacement de l'ouvrage.

Les travaux nécessaires à la mise en conformité de la ligne seront programmés par E.D.F. dans un délai de 4 mois suivant la réception de ces documents.

Par ailleurs, il appartient au Maître d'Oeuvre des travaux d'adresser à E.D.F., Agence d'Exploitation des 5 Fontaines, une déclaration d'intention de commencement de travaux (arrêté préfectoral pris en application de la circulaire ministérielle n° 7021 du 21 décembre 1970) au moins 10 jours avant le démarrage des travaux, lorsque celui-ci est amené à travailler à moins de 3 mètres d'une ligne électrique aérienne 20 000 volts sous tension.

- 3) Les alignements d'arbres le long du chemin communal de ROSIERES AUX SALINES ainsi que les bosquets se trouvant sur les zones non exploitées seront préservés.

Un aménagement paysager sera effectué afin de masquer les stocks de granulats le long de la R.D. 1.

4) Prescriptions du Service de la Navigation

- a) L'exploitant fournira à ce service un plan topographique avec semis de points de l'ensemble des parcelles faisant l'objet de l'autorisation d'exploitation.

b) Pendant l'exploitation :

b.1 - Prescriptions pour le maintien de la stabilité de la rivière, de la nappe, des ouvrages et des terrains environnants

Pour l'exploitation du lieu-dit "Le Neucourt" dans une zone sensible en bordure de Meurthe, l'extraction aura lieu du 15 avril au 15 octobre, période de moindres risques de crue, et le remblaiement sera coordonné et simultané. Une zone non extraite de 100 m de rayon par rapport à l'extrémité en rive gauche du barrage du Neucourt et de 50 m par rapport à la culée en rive gauche du Pont de Neucourt sera respectée. La surverse du canal du bras de la Meurthe sera dans un premier temps endiguée par enrochements avant l'exploitation puis supprimée par remblaiement de la zone extraite.

Des protections de berges par enrochements seront mises en place conformément à l'étude d'impact, notamment en berge gauche de la Meurthe, au lieu-dit "Les Grands Paquis", à l'aval immédiat du barrage de Neucourt et jusqu'au perré du pont après remblaiement du débouché de la surverse et entre le canal du bras de la Meurthe et sa surverse.

Avant tout début de travaux, l'exploitant soumettra à l'approbation du Service de la Navigation un nouveau projet d'enrochements.

L'exploitation du lieu-dit "Au Grand Paxaille" sera menée sans restriction de période. Le remblaiement sera coordonné et simultané.

A l'aval du Pont de Neucourt, au lieu-dit "Les Prés Marions", l'exploitation ne devra pas approcher à moins de 20 mètres de la berge de la Meurthe durant la période du 15 avril au 15 octobre. En dehors de cette période, l'extraction sera maintenue à une distance de 70 mètres. La bande longitudinale de 50 m de large devra être extraite et remblayée entre le 15 avril et 15 octobre. Un ouvrage provisoire de remplissage en cas de crue (déversoir) sera réalisé entre la Meurthe et le plan d'eau dès le début de l'exploitation. Ses caractéristiques techniques seront les suivantes :

- . ouverture 30 m sous 0,80 m de creux,
- . il sera incliné en pente douce (10/1) vers l'étang. Le plan incliné se prolongera sous le niveau moyen du plan d'eau,
- . un "fusible" de 30 cm en tout-venant sera admis pendant l'exploitation.

La longueur du bassin ne devra jamais excéder 350 m dans sa plus grande dimension.

b.2 - Prescriptions pour le maintien du libre écoulement des eaux de crue

L'exploitation est majoritairement située en zone A dite de grand débit et pour une partie en zone B dite complémentaire des eaux de crue de la Meurthe réglementée par les décrets 56-909 et 56-910 du 10 septembre 1956.

Les stocks de matériaux, de découverte et de terre végétale nécessaires au réaménagement seront stockés séparément et ne devront pas faire obstacle à l'écoulement

des eaux de crue. Ils seront orientés Nord-Sud (axe d'écoulement des crues). Leur emprise ne devra pas dépasser la largeur de 20 mètres mesurés au niveau du terrain naturel (moyenne de 10 % de la zone A).

Compte tenu du type d'exploitation choisi (réaménagement coordonné et simultané), cette prescription devra être strictement respectée.

Pour les secteurs extractibles durant la période du 15 avril au 15 octobre, les stocks devront avoir été utilisés en remblais et avoir totalement disparu impérativement pour le 15 octobre.

Seront tolérées les clôtures à 3 fils maximum avec poteaux de 3 m minimum sans fondation faisant saillie au-dessus du terrain naturel.

B.3 - Prescriptions pour la protection de la qualité des eaux

- entretien et réparation des engins sur une aire étanche,
- collecte et évacuation des produits de vidange par une entreprise agréée,
- stockage des hydrocarbures suivant les normes réglementaires,
- interdiction de rejet direct ou indirect dans la rivière de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- nettoyage des abords comprenant l'enlèvement de tous les matériels, matériaux, débris et détritiques divers.

5) L'exploitant se conformera aux dispositions du PER/Inondations.

6) L'exploitant fera réaliser une étude hydrodynamique afin de préciser le régime futur de la nappe après remblaiement par un hydrogéologue dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Administration.

7) Une vigilance toute particulière sera apportée concernant les matériaux de remblaiement. Est interdit l'apport de matériaux de démolition d'usines, et de déblais de friches industrielles.

- 8) Des analyses mensuelles portant sur les teneurs en cyanures et métaux lourds des eaux de la nappe seront effectuées à partir des piézomètres implantés dans, ou à proximité des zones remblayées, suivant les normes ISO 6703/2 (CN) et NFT 90112 (métaux). Si les limites de qualité A3 I/G étaient dépassées, les remblaiements seraient immédiatement stoppés.
- 9) Un diagnostic et une expertise du site, contaminé par des métaux lourds et des cyanures, seront réalisés aux frais de l'exploitant par un bureau d'études choisi en accord avec la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Les étapes de cette étude seront les suivantes :

- étude historique,
- campagne de prélèvements,
- analyse et caractérisation des polluants,
- origine de la contamination,
- nature et ampleur de la contamination,
- migrations actuelles et futures.

Cette étude devra être terminée dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.

Les traitements envisageables et les propositions de réhabilitation feront l'objet d'une deuxième étude à la charge du responsable présumé de l'origine de la contamination.

- 10) En fonction des résultats de l'étude demandée au paragraphe ci-dessus, des prescriptions complémentaires pourront être demandées à l'exploitant.
- 11) De plus, une berme de sécurité est imposée au droit de l'autoroute A 33. La distance précise (supérieure à 10 mètres) sera fixée par un arrêté ultérieur, dès que les résultats de l'étude géotechnique menée par le B.R.G.M. et relative à la stabilité de l'exploitation envisagée au droit de l'autoroute A 33 seront connus. Ces résultats devront être transmis dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent arrêté.

En sus de ce qui précède, il est rappelé qu'en application du règlement général des industries extractives, les bords des excavations doivent être établis et tenus à distance horizontale de 10 mètres au moins des limites du périmètre autorisé ainsi que des bâtiments, murs de clôture, routes, chemins, canaux, etc.

L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

ARTICLE 5

La remise en état des lieux affectés par les travaux d'exploitation comportera conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979 et aux engagements pris par le pétitionnaire, la mise en oeuvre des mesures suivantes :

- 1) Conservation des matériaux de découverte à concurrence du volume nécessaire à la remise en état, volume estimé par le pétitionnaire à 430 000 m³ et qui devra être expressément réservé à cet effet. Les terres végétales seront obligatoirement stockées à part des autres matériaux de découverte.
- 2) Suppression des installations fixes.
- 3) Talutage des fronts délaissés qui forment berges de plans d'eau, y compris ceux des îlots abandonnés, avec une pente n'excédant pas 30 degrés.
- 4) Nivellement et nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers.
- 5) Sur les terrains nivelés et nettoyés constituant les abords des excavations, le sol initial sera reconstitué à sa cote d'origine par régalage à partir des matériaux de recouvrement mis en stocks. On veillera soigneusement à ce que la structure du sol reconstitué corresponde à la structure initiale. Les terrains seront ensuite engazonnés.

6 m au moins d'espacement entre chaque arbre, élagage jusqu'à 1 mètre au moins au-dessus des plus hautes eaux, sol intermédiaire dégagé, suppression des extensions par drageons, acacias et bois taillis exclus.

La mise en oeuvre des mesures précitées devra obligatoirement être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation en ce qui concerne les points n° 1, 3, 4, 5, 6.

Elle pourra être effectuée en fin d'exploitation en ce qui concerne le point n° 2 ; dans ce cas, elle devra être terminée au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation.

L'état final des lieux affectés par les travaux devra correspondre aux indications du plan illustré annexé au document d'impact.

Ces mesures sont prescrites sans préjudice des dispositions complémentaires qui pourraient être imposées, si nécessaire, pour la protection des intérêts visés par l'article 84 du Code Minier.

En cas d'inexécution de ces mesures, les travaux correspondants seront, après mise en demeure, exécutés d'office aux frais de l'exploitant.

ARTICLE 6

La contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales restera fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales.

ARTICLE 7

Le rejet et la mise en décharge à l'intérieur de la carrière de toute matière susceptible de polluer les eaux sont rigoureusement interdits. Il appartient à l'exploitant de prendre toutes mesures nécessaires pour que cette interdiction soit respectée, y compris par les personnes extérieures à l'exploitation.

ARTICLE 8

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, d'apposer sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation et l'objet des travaux.

ARTICLE 9

Les carreaux ou installations devront être efficacement séparés des propriétés voisines par des murs, clôtures, fossés ou merlons, sauf dérogation accordée par le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

ARTICLE 10

L'accès de toute zone dangereuse de l'exploitation ou susceptible de donner lieu à des déversements de déchets devra être interdit par une clôture solide et efficace. Cette clôture devra être continue aux endroits où un accès de véhicules étrangers à l'exploitation est possible ; elle devra être soigneusement surveillée et entretenue.

Le danger et l'interdiction de pénétrer devront être signalés par des pancartes placées, d'une part sur les voies d'accès aux travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées visées à l'alinéa précédent.

ARTICLE 11

Les installations utilisées au broyage, concassage, criblage ou tamisage mécanique des produits extraits doivent faire le cas échéant l'objet d'une autorisation particulière au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément à l'article 2515 de la nomenclature de ces installations.

ARTICLE 12

L'exploitation de la carrière visée par le présent arrêté sera par ailleurs soumise aux lois et règlements qui la concernent et notamment aux dispositions des décrets n° 80.330 du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières, n° 80.331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives, n° 54.321 du 15 mars 1954 et n° 64.1148 du 16 novembre 1964 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert.

ARTICLE 13

Le titulaire de la présente autorisation doit faire élection en France d'un domicile où toutes notifications lui seront valablement faites par l'Administration.

Toute modification de l'adresse du domicile initialement déclaré doit être portée à la connaissance de la Préfecture du Département.

ARTICLE 14

L'exploitant doit porter à la connaissance du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le nom de la personne physique chargée de la direction des travaux.

A défaut, l'exploitant s'il est une personne physique, ou son représentant si l'exploitant est une personne morale, sera réputé être personnellement chargé de la direction technique des travaux.

ARTICLE 15

Le changement d'exploitant est subordonné à une autorisation préfectorale préalable sur demande présentée conjointement par le cédant et le cessionnaire.

ARTICLE 16

Tout projet de modification des conditions d'exploitation allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit faire l'objet d'une déclaration préalable à la Préfecture, accompagnée de tous éléments d'appréciation.

ARTICLE 17

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 10 ans à compter de la date de parution du présent arrêté.

Elle l'est sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle sera réputée périmée si elle n'a pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou si l'exploitation est interrompue pendant plus de trois ans.

Elle pourra être retirée à tout moment dans les cas prévus par l'article 119.1 du Code Minier.

Son renouvellement pourra être demandé. La demande de renouvellement devra être déposée au moins six mois avant l'expiration de l'autorisation en cours, dans les conditions fixées par l'article 32 du décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979.

ARTICLE 18

L'exploitant devra adresser au Préfet au moins quatre mois avant la date d'expiration de la validité de la présente autorisation une déclaration de fin de travaux accompagnée d'un mémoire donnant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux effectués. Cette déclaration sera présentée et instruite conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979.

La même procédure sera appliquée en cas de renonciation à la présente autorisation.

Si une demande de renouvellement de l'autorisation a été présentée en temps utile, l'exploitant pourra différer l'envoi de la déclaration prévue au premier alinéa ci-dessus jusqu'à expiration d'un délai de deux mois après la notification de la décision rejetant la demande.

ARTICLE 19

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture. Un extrait en sera inséré, aux frais du pétitionnaire, dans le journal " L'Est Républicain " diffusé dans tout le département et affiché en Mairie par les soins de M. le Maire de ROSIERES-AUX-SALINES.

ARTICLE 20

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois, à compter de sa date de publication.

ARTICLE 21

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, M. le Directeur du Service de la Navigation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à

- M. le Directeur de la Société des Sablières de la Meurthe

.../...

et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de ROSIERES-AUX-SALINES
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture
- M. le Directeur du Service Géologique Régional Lorrain (BRGM)
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau
- M. le Directeur d'Electricité de France

NANCY; le 21 FEV. 1994

Le préfet,

signé

Jacques ANDRIEU

POUR AMPLIATION
L'Attaché Chef du Bureau

Annie LEBEL

